



## Note récapitulative

# Financement des projets photovoltaïques d'autoconsommation par le leasing

Séminaire, Tunis, le 24 janvier 2018

### 1. CONTEXTE :

Le déficit énergétique structurel et croissant auquel la Tunisie est confrontée depuis le début des années 2000, a conduit les pouvoirs publics à intensifier leurs politiques de maîtrise de l'énergie avec ses deux composantes : amélioration de l'efficacité énergétique et augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, notamment pour la production d'électricité.

Dans ce sens, un Plan Solaire Tunisien (PST) a été élaboré en 2009 et actualisé par la suite à plusieurs reprises, en affirmant toujours l'objectif de 30% renouvelable à l'horizon 2030 (contre 4% en 2015). Par ailleurs, le gouvernement tunisien a adopté en novembre 2016 la stratégie énergie 2030 et continue à développer le cadre législatif et réglementaire relatif à la production de l'électricité à partir des énergies renouvelables (promulgation de la loi n°2015-12 du 11 mai 2015 sur la production d'électricité à partir des énergies renouvelables ; publication du décret n° 2016-1123 fixant les conditions et les modalités de réalisation des projets de production et de vente d'électricité à partir des énergies renouvelables ; publication du décret n° 2017-983 le 26 juillet 2017 fixant le fonctionnement et l'organisation du Fonds de Transition Energétique ; ...).

La volonté du Gouvernement de développer les énergies renouvelables s'est encore manifestée dans le plan de développement économique et social 2016-2020 où l'objectif de 12% d'intégration des énergies renouvelables à l'horizon 2020 a été adopté. Par ailleurs, un avis relatif aux projets de production d'électricité à partir des énergies renouvelables a été publié en décembre 2016, donnant une visibilité sur le programme de production d'électricité à partir des énergies renouvelables pour la période 2017-2020 (au total une nouvelle capacité de 1 000 MW dont 210 MW dans



le cadre du régime d'autoconsommation : 130 MW pour le solaire PV et 80 MW pour l'éolien) et pour la période 2021–2025 (une capacité complémentaire d'au moins 1 250 MW).

Pour appuyer le gouvernement tunisien dans la mise en œuvre du Plan Solaire Tunisien, le Ministère fédéral allemand pour la Coopération Economique et pour le Développement (BMZ) a mandaté la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), en partenariat avec l'Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Energie (ANME), pour appuyer les autorités tunisiennes dans le « Renforcement du Marché Solaire tunisien » (RMS).

C'est dans le cadre du projet RMS que deux études ont été réalisées par le cabinet AMEF Consulting sur le financement par le leasing du photovoltaïque non résidentiel pour l'autoconsommation en Tunisie et dont les résultats et les recommandations seront présentés dans ce séminaire. Ces deux études ont abouti à la définition d'une première monture d'un dispositif pilote pour le financement par le leasing du photovoltaïque qui sera présenté et débattu au cours du séminaire, à côté d'autres présentations.

## 2. OBJECTIFS DU SEMINAIRE :

Le séminaire vise trois objectifs principaux :

- Restituer et discuter les résultats et les recommandations des études réalisées dans le cadre du projet RMS, sur le financement par le leasing du photovoltaïque non résidentiel pour l'autoconsommation en Tunisie et le montage d'un dispositif pilote de financement du photovoltaïque en Tunisie ;
- Recueillir les avis et les recommandations des différents intervenants sur le marché du photovoltaïque en Tunisie et les participants, pour affiner la conception et l'approche de mise en œuvre d'un dispositif pilote pour le financement du photovoltaïque non résidentiel pour l'autoconsommation ;
- Communiquer auprès des différents bailleurs de fonds internationaux et les sociétés de leasing et banques tunisiennes, ainsi qu'auprès des différents intervenants publics et privés sur le marché du PV en Tunisie, sur le projet de mise en place d'un dispositif pilote pour le financement du PV non résidentiel pour l'autoconsommation et solliciter leur intérêt et participation dans la mise en place d'un tel projet.



### 3. LE FINANCEMENT DU PHOTOVOLTAÏQUE PAR LE LEASING

Les deux études réalisées dans le cadre du projet RMS sur le financement du photovoltaïque par le leasing en Tunisie, ont mis en relief l'intérêt de mettre en place un dispositif pilote pour faciliter aux entreprises tunisiennes le financement de leurs installations photovoltaïques pour la production de l'énergie électrique pour l'autoconsommation. Les principaux résultats et recommandations de ces études seront développés lors du séminaire et dont une synthèse est présentée ci-après.

#### a. Etude du modèle leasing pour le financement des projets photovoltaïques en Tunisie

- L'étude intègre un diagnostic du modèle leasing en Tunisie, établie entre autres sur la base d'entretiens avec la majorité des sociétés de leasing, des banques offrant le leasing au sein de leurs structures et d'autres institutions et organismes.
- Le diagnostic du modèle de leasing en Tunisie met en relief les constats suivants :
  - La réglementation du leasing limite le périmètre du financement par le leasing aux professionnels, excluant les particuliers (individus)
  - Le modèle commercial et opérationnel du leasing peut varier d'un opérateur à un autre en fonction de sa catégorie : société de leasing indépendante de toute banque ; société de leasing filiale d'une banque ; banque exerçant le leasing en interne (non filialisation de l'activité)
- Le marché du leasing est un marché mur (lancé en 1984), très dynamique (enregistrant des évolutions annuelles à deux chiffres) et orienté davantage vers le financement des PME et du matériel standard (rouant)
- Le marché pèse 3,5 Mds TND d'encours à fin 2015, dont la part des banques est d'environ 15% (une part en augmentation ces dernières années)
- L'étude des modèles de financement par leasing dans le monde a mis en exergue deux principaux modèles dont celui qui existe en Tunisie et un deuxième qui consiste, pour le bénéficiaire de l'énergie solaire, à passer par une tierce partie (pas forcément une institution financière) pour acquérir, installer et exploiter une installation photovoltaïque. En contrepartie, le bénéficiaire final de l'énergie solaire paie à cette tierce partie soit un loyer

mensuel fixe indépendant de sa consommation (Solar Lease), soit une facture mensuelle relative à sa consommation d'énergie produite par l'installation photovoltaïque en question (Power Purchase Agreement).

- Au vu des conclusions du diagnostic du modèle de leasing en Tunisie et l'expérience internationale, un modèle type de financement par leasing de projets PV non résidentiel dans le cadre de l'autoconsommation a été défini :
  - Intégrant des conditions d'éligibilité sur les bénéficiaires et les équipements
  - Caractéristiques du financement : 1er loyer majoré limité de préférence au montant des subventions accordées par la législation ; durée de remboursement du financement adossée au cashflow de l'investissement, permettant ainsi de ne pas pénaliser la trésorerie ni le fonds de roulement de l'investisseur ; ...
  - Mise en place en faveur des opérateurs de leasing des lignes de refinancement à des conditions favorables (taux d'intérêt bonifié), avec une maturité longue permettant l'octroi des financements aux bénéficiaires finaux sur des durées adossées aux cashflows de leur projets
  - Mise en place d'un fonds de garantie pour partager le risque avec les sociétés de leasing et booster le marché PV
  - L'étude intègre la définition d'une procédure pour la mise en place d'un financement du PV

#### **b. Montage d'un dispositif pilote pour le financement du photovoltaïque par le leasing**

- L'étude a commencé par une évaluation sommaire du marché potentiel du photovoltaïque non résidentiel pour l'autoconsommation :
  - L'idéal aurait été d'entreprendre une étude quantitative basée sur une enquête terrain auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises (les termes de l'étude, le temps, ni le budget ne le permettaient pas)
  - Estimation sommaire du marché potentiel PV sur la période 2017-2020, basée sur l'analyse des anciens investissements pendant la période 2012-2016 : 140 moi. TND



- L'étude du financement par leasing du photovoltaïque a couvert 3 sujets : les contraintes pour les investisseurs et les opérateurs de leasing, la mise en place d'un fonds de garantie et la mise en place d'une ligne de refinancement :
- Malgré l'évolution de la réglementation, il reste encore des entraves réglementaires devant les entreprises pour investir dans des installations PV et en particulier pour les abonnés moyenne tension. La faiblesse du marché PV actuel et l'absence d'un marché secondaire pour les équipements PV constituent les principales entraves pour les opérateurs de leasing pour développer leurs financements dans ce domaine.
- Etant donné l'importance de la mise en place d'un fonds de garantie pour accompagner le développement du financement PV, au moins au démarrage, l'étude a recommandé un modèle opératoire pour un tel fonds en se basant entre autres sur l'expérience du fonds de garantie pour l'efficacité énergétique qui a été mis en place en 2004 avec le concours de la Banque Mondiale.
- Les contacts avec plusieurs bailleurs de fonds ont confirmé leur intérêt pour la mise en place des lignes de refinancement de projets PV. Leur principale préoccupation porte sur le potentiel du marché qui doit permettre d'absorber les ressources financières à mettre en place et sur la réglementation qui reste encore à faire évoluer pour améliorer l'environnement d'investissement et de financement de ce type de projets.
- En conclusion, l'étude a proposé la mise en place d'un dispositif pilote pour le financement du photovoltaïque avec les principales composantes suivantes :
  - Une ligne de refinancement d'un montant d'environ 120 M TND dont 40 millions dédiés exclusivement aux sociétés de leasing (1% de leur portefeuille) ;
  - Prévoir au moins 2 à 3 sociétés de leasing partenaires du dispositif pilote ;
  - Mise en place de facilités d'assistance technique, aussi bien aux institutions financières partenaires qu'aux investisseurs PV et à l'ANME (communication et promotion) ;
  - Durée de remboursement longue de la ligne de refinancement (8 à 12 ans), permettant un remboursement par les cashflow des projets refinancés, et conditions financières compétitives (taux d'intérêt bonifié, encourageant les entreprises à investir dans le PV) ;

- Mise en place d'un fonds de garantie à gérer par la SOTUGAR et dont les ressources de la Banque Mondiale sont à consolider par d'autres ressources de la part d'autres partenaires ;
- Utilisation des mécanismes financiers prévus par le Fonds de Transition Energétique dans le dispositif pilote PV.